

Élargissement de l'Union Européenne : où en est-on?

Article rédigé par *Le Figaro*, le 05 décembre 2019

Source [Le Figaro] «Il est de notre intérêt stratégique d'associer les Balkans occidentaux» à l'Union Européenne, a estimé la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. État des lieux.

Quels sont les candidats officiels à l'UE?

Depuis les années 2000, les Balkans occidentaux veulent intégrer l'UE. Six pays sont des candidats officiels: la Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, le Serbie, l'Albanie et [la Bosnie-Herzégovine](#). Les négociations étant déjà bien avancées avec le Monténégro et la Serbie, ces deux pays pourraient être prêts, dans un scénario favorable, à adhérer en 2025, selon le rapport de la Commission européenne de 2018. D'après Trauan Sandu, professeur d'histoire à l'Université Sorbonne Nouvelle, l'économie de ces deux pays explique en grande partie cette avancée. «*Le Monténégro est un État prospère en raison de sa position maritime, il a développé un tourisme de masse et de luxe*», explique-t-il.

Quant aux autres pays, c'est notamment le problème du chômage structurel massif qui les éloigne d'une perspective européenne, selon le rapport de la Commission. En Bosnie-Herzégovine, la Banque centrale évalue le taux de chômage moyen à 27,5% en 2019, contre 6,3% pour la moyenne dans l'UE.

Quel est le candidat potentiel à l'UE?

Le Kosovo - qui s'est proclamé indépendant de la Serbie en 2008 - n'a pas encore le statut officiel de candidat, bien qu'il ait été reconnu par l'UE comme un pays ayant vocation à l'adhésion. D'après le rapport de la Commission, [la reconnaissance de son indépendance par Belgrade](#) sera nécessaire avant une éventuelle intégration.

Quid de la Turquie?

Les négociations sur une éventuelle adhésion ont débuté en 2005, mais sont désormais gelées, les relations entre Bruxelles et Ankara s'étant très fortement tendues [depuis la tentative manquée de putsch de juillet 2016](#) et la répression qui a suivi. [Selon le rapport de la Commission de 2018](#), Ankara demeure un partenaire qui se transforme en un régime autoritaire. [La non reconnaissance de l'indépendance de l'île de Chypre, l'offensive militaire contre les kurdes](#), des questions sur [le non-respect des droits de l'homme](#) éloignent considérablement ce pays d'une éventuelle adhésion, d'après le rapport. En mars 2019, [le Parlement européen a demandé la suspension des négociations d'intégration](#). Dans un texte adopté par 370 voix (109

contre et 143 abstentions), les députés européens se sont dits *«très préoccupés par le mauvais bilan de la Turquie en matière de respect des droits de l'Homme, d'État de droit, de liberté des médias et de lutte contre la corruption, ainsi que par le système présidentiel tout-puissant»*.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

-